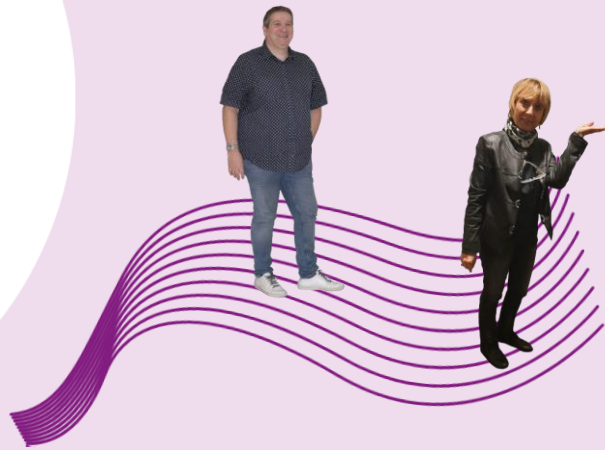


PROCHE,  
ACTIF,  
humain !

**SNAP**



**CSE**  
**Grand Est**

RÉUNION DU 17 DECEMBRE 2024

VOS ELUS CSE

Florence MERNIER  
[florence.MERNIER@francetravail.fr](mailto:florence.MERNIER@francetravail.fr)

Frédérique LESEURRE  
[Frédérique.LESEURRE@francetravail.fr](mailto:Frédérique.LESEURRE@francetravail.fr)

Jessica POULAIN  
[Jessica.poulain@francetravail.fr](mailto:Jessica.poulain@francetravail.fr)

Stéphanie JONVAL  
[Stéphanie.JONVAL@francetravail.fr](mailto:Stéphanie.JONVAL@francetravail.fr)

Eric RENAULT  
[Eric.RENAULT@francetravail.fr](mailto:Eric.RENAULT@francetravail.fr)

VOTRE représentant  
syndical au CSE

Christian PARISOT  
[Christian.PARISOT@francetravail.fr](mailto:Christian.PARISOT@francetravail.fr)

VOS DELEGUES  
REGIONAUX

Christian PARISOT  
Eric MARTIN  
Florence MERNIER

**DECLARATION SNAP GRAND EST** en ouverture de CSE

« Pour réagir humainement et humblement face à la situation catastrophique que vivent actuellement nos amis et collègues mahorais, suite au passage du cyclone « chido », le **SNAP Grand Est** souhaite apporter tout son soutien et sa solidarité aux mahorais en demandant aux élus du CSE Grand Est la possibilité de bénéficier d'une aide financière exceptionnelle (dont le montant reste à définir) de la part du CSE Grand Est pour Mayotte. Pour pouvoir mettre en place cette action de solidarité, le **SNAP Grand Est** demande une modification de l'ordre du jour en ajoutant en premier point : Mayotte : vote sur une aide exceptionnelle du CSE Grand Est pour le CSE MAYOTTE.

**Accord télétravail :**

En date du 14 Août 2024, un nouvel accord télétravail a été signé par la Direction Générale de France travail et plusieurs organisations syndicales représentatives dont le **SNAP**.

Cet accord cadre les règles pour bénéficier du dispositif, les droits et obligations des parties, les formules de télétravail et le travail de proximité, les modalités de mise en œuvre.

Le **SNAP Grand Est** saisit la Direction Régionale en portant à sa connaissance des éléments factuels.

La Direction Régionale viole délibérément l'accord national.

Afin d'éviter une judiciarisation, le **SNAP Grand Est** sollicite la modification de l'ordre du jour du présent CSE en vous demandant de traiter ce point. »

\*\*\*\*\*

En réponse, la direction indique qu'un CSE extra sur le télétravail se tiendra en janvier 2025 sur le sujet.

PROCHE,  
ACTIF,  
humain !

SYNDICAT SNAP GRAND EST

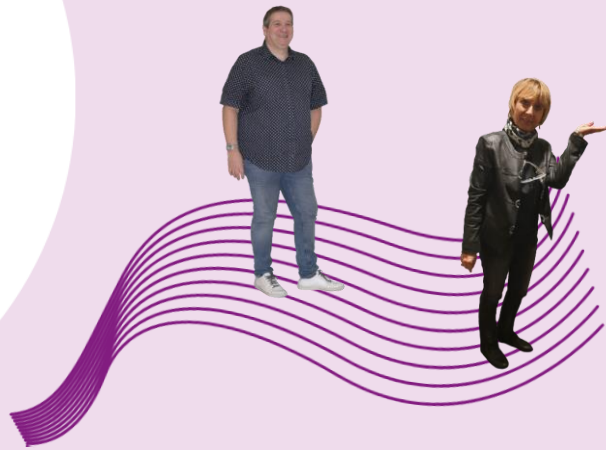
Je clique,

[Syndicat.snap-grandest@francetravail.fr](mailto:Syndicat.snap-grandest@francetravail.fr)

**SNAP**

PROCHE,  
ACTIF,  
humain !

**SNAP**



**CSE**

**Grand Est**

Le **SNAP Grand Est** demande une « photographie » site par site du télétravail, travail de proximité.

Le **SNAP Grand Est** insiste sur le respect de l'accord et demande que les situations soient revues rapidement sinon il engagera les procédures.

### Autres informations importantes :

- **Congés payés pendant maladie :**

Le **SNAP Grand Est** a saisi la Direction depuis plus d'un an sur le sujet et ne cesse de relancer ce dossier pour que les agents soient régularisés. Les dossiers (environ 150) sont en cours de traitement. Les premières réponses arriveront en décembre 2024 et janvier 2025.

Le **SNAP Grand Est** rappelle que sans demande individuelle des personnes concernées, celle-ci ne seront pas régularisées. **Toutes les personnes qui ont fait appel au SNAP Grand Est le seront en décembre ou janvier.**

Si vous êtes concernés depuis 2009, il n'est pas trop tard, faites appel à nos experts pour faire régulariser votre situation.

- **Intégration médaille du travail dans prime 13 ème mois :**

**Le SNAP Grand Est a saisi la Direction Régionale en date du 26 novembre 2024 en demandant la régularisation de l'ensemble des personnes concernées.** La Direction nous indique que cela sera fait sur le salaire de décembre 2024. Cette régularisation concerne les personnes ayant reçues une médaille du travail en 2023 et/ou 2024.

### CONSULTATION POLITIQUE SOCIALE

Plusieurs points non exhaustifs motivent le vote du **SNAP Grand Est**.

Les volontaires services civiques se substituent dans beaucoup de sites à des conseillers à l'accueil et pour le **Snap Grand Est** cela n'est pas acceptable.

Le **SNAP Grand Est** s'interroge sur la réelle volumétrie des entretiens de carrière et leur accessibilité à tous.

Le **SNAP Grand Est** déplore la sous-représentation de femmes dans le management supérieur.

PROCHE,  
ACTIF,  
humain !

SYNDICAT SNAP GRAND EST

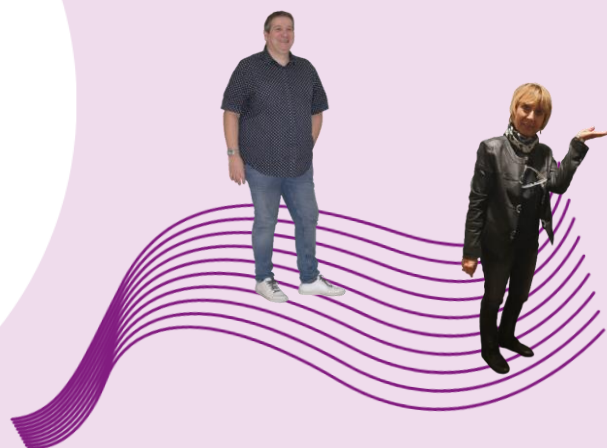
[Syndicat.snap-grandest@francetravail.fr](mailto:Syndicat.snap-grandest@francetravail.fr)

Je clique,

**SNAP**

PROCHE,  
ACTIF,  
humain !

**SNAP**



**CSE**

**Grand Est**

Le **SNAP Grand Est** conteste la présentation du bilan qui consiste à intégrer les primes dans les promotions. Il est indispensable de revoir l'enveloppe de promotion et d'augmenter le nombre de promus.

Le **SNAP Grand Est** signale à nouveau que la pyramide vieillissante nécessite la mise en place de mesure pour l'accompagnement de fin de carrière.

Les salariés expriment un sentiment d'insécurité grandissant, sur le lieu de travail couplé à des inquiétudes sur le programme de transformation.

Nous constatons une sous-utilisation des fiches de signalement, sur les sites exposés à l'agressivité, aux agressions, et un phénomène de banalisation qui fait renoncer à la rédaction des fiches.

Pour toutes ces raisons, le **SNAP Grand Est** vote contre.  
Avis contre unanimité des élus du CSE.

### PRESTATION AGIL'CADRE

L'absence de renfort à hauteur des besoins de France Travail pour concrétiser les transformations inhérentes à la Loi Plein emploi aboutit à la sous-traitance voire à l'externalisation d'activités pour pallier l'insuffisance capacitaire interne.

Cette prestation consiste à délester France Travail des cadres ayant un projet défini et réaliste pouvant revenir à l'emploi de manière autonome. 61 millions d'euros, c'est bien cher payé pour des personnes qui n'ont que très peu de besoins. De plus, le **SNAP Grand Est** s'interroge sur le mode d'évaluation des ETP dégagés grâce à cette externalisation !

L'Etat affiche des ambitions sans tenir compte des capacités de France Travail. Pire, il réduit la voilure par la réduction de postes.

Le **SNAP Grand Est** est opposé à toute externalisation qui conduit à confier à des opérateurs privés des pans d'activité de notre institution.

Pour ces raisons, le **SNAP Grand Est** émet un avis **défavorable**.

Pour rappel en Grand Est se sont, en année pleine, 12 portefeuilles qui seront redéployés vers de l'accompagnement d'autres publics et prioritairement vers de l'accompagnement intensif.

PROCHE,  
ACTIF,  
humain !

SYNDICAT SNAP GRAND EST

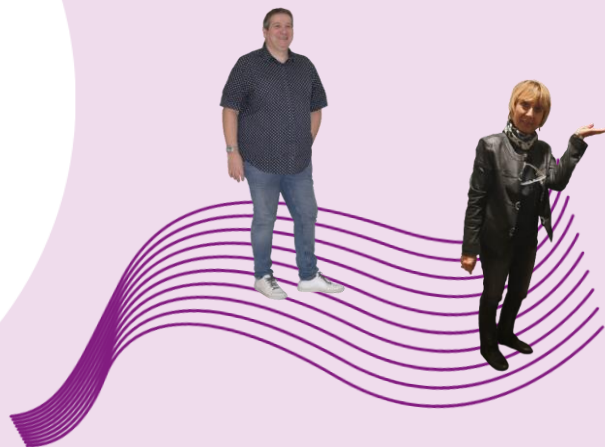
[Syndicat.snap-grandest@francetravail.fr](mailto:Syndicat.snap-grandest@francetravail.fr)

Je clique,

**SNAP**

PROCHE,  
ACTIF,  
humain !

**SNAP**



**CSE**  
**Grand Est**

### PROJET D'EVOLUTION PERIMETRE D'ACTIVITE SERVICE APPUI GE PRISE EN CHARGE DU TRAITEMENT U1- EEE

Pour certains collègues il existait un attachement, au traitement de ces U1. Ils vont perdre de la compétence, et le Conseiller Référent indemnisation récupère les problèmes puisque l'agent en plateforme ne traitera que la DAL et transférera au CRI si TP, etc...

Il y a bien évidemment un risque de perte de compétences pour certains agents.

Pour ces raisons, le **SNAP Grand Est** s'abstient. Nous estimons que ce processus va créer des tensions et des RPS entre et pour des agents qui récupéreront des dossiers pas toujours aboutis ou pertinents, le CRI devra lui, assumer les explications envers le DE.

Pour autant le **SNAP Grand Est** est conscient qu'il est important de sécuriser l'activité sur les plateformes au regard des évolutions.

Le **SNAP Grand Est** se félicite que pour être conseiller GDD il ne soit plus obligatoire d'être CRI. Cette évolution acter par la Direction à la demande du **SNAP Grand Est** permettra de sécuriser des agents GDD en agence qui ne pourraient pas faire toutes les missions du CRI.

### COLLECTE DE SANG A REVIN LORS D'UN JOB DATING

Le **SNAP Grand EST** vote pour.

Il alerte simplement par rapport au flux éventuel généré, le renforcement de la sécurité, et insiste sur le volontariat des agents.

Le **SNAP Grand EST** rappelle qu'il sera attentif sur la récupération des heures, et/ou le paiement de celles-ci.

PROCHE,  
ACTIF,  
humain !

**SNAP**

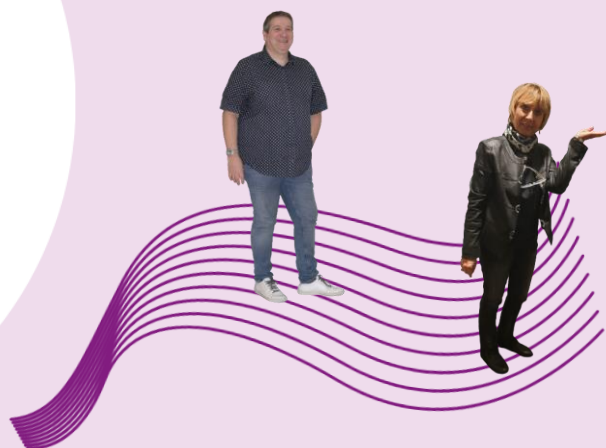
SYNDICAT SNAP GRAND EST

[Syndicat.snap-grandest@francetravail.fr](mailto:Syndicat.snap-grandest@francetravail.fr)

Je clique,

PROCHE,  
ACTIF,  
humain !

**SNAP**



**CSE**

**Grand Est**

### SERVICE COMMUNICATION

Le nouveau responsable communication n'est pas encore nommé (prévisionnel début février 2025).

Le poste de manager adjoint devient un poste de chargé de mission avec relation presse, stratégie éditoriale, pilotage d'animation du réseau communication suite à la demande de l'intéressé.

Le **SNAP Grand Est** demande un traitement identique pour tous les agents qui vivent une situation similaire.

Le SNAP Grand Est rappelle qu'il n'est pas en encore avec une information/consultation le même jour et constate que la fiche de poste n'est pas stabilisée. Pour le SNAP Grand Est, il était possible d'anticiper et de sécuriser.

Pour ces raisons, le **SNAP Grand Est** s'abstient.

### INFORMATIONS CSE

### BOUQUET DE SERVICES DES PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL

Des psychologues n'ont pas de formations liées à l'entreprise. Du coup accompagnement plutôt centré sur les demandeurs d'emploi. L'accompagnement auprès des entreprises est optionnel, comme la dynamique partenariale. 80 % de l'accompagnement se fait pour les DE.

Le document présente un point d'étape sur l'accompagnement des demandeurs d'emploi par les psychologues du travail dans le cadre du Bouquet de services proposé par France Travail. Il aborde les principes de mise en œuvre de ce dispositif, en mettant en avant la répartition des publics selon l'âge, où 15% ont moins de 26 ans, 55% entre 26 et 49 ans, et 30% ont 50 ans ou plus. Le document détaille également la répartition des demandeurs d'emploi (DE) accompagnés selon les modalités de suivi, avec 52% en modalité GUIDE et 18% en modalité RENFORCÉ. Les psychologues du travail offrent un accompagnement individuel ou collectif axé sur l'évolution professionnelle et la dynamique de retour à l'emploi. Des ateliers thématiques sont animés pour répondre aux besoins spécifiques des DE.

PROCHE,  
ACTIF,  
humain !

SYNDICAT SNAP GRAND EST

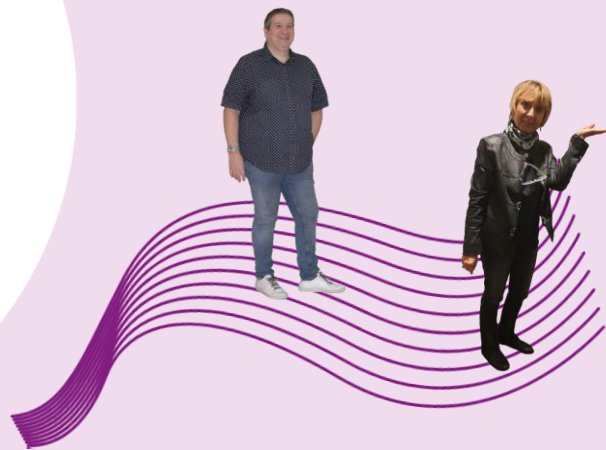
[Syndicat.snap-grandest@francetravail.fr](mailto:Syndicat.snap-grandest@francetravail.fr)

Je clique,

**SNAP**

PROCHE,  
ACTIF,  
humain !

**SNAP**



**CSE**

**Grand Est**

Enfin, le document souligne l'importance de l'appui interne et des actions de sensibilisation pour renforcer la dynamique stratégique partenariale au sein des agences.

Le **SNAP Grand Est** fait remonter des attentes et des demandes :

- Attentes des psychologues en termes de formation :
  - ❖ être outillés sur la méthodologie de construction d'outil
  - ❖ rédiger des écrits professionnels.
- Demandes d'évolution du SI particulièrement sur WEPLAN

Le **SNAP Grand Est** demande si l'impact de l'inscription des BRSA au 1 janvier 2025 a été mesuré sur l'activité des psychologues. La Direction répond que non, mais souligne l'importance de la question.

### **BILAN CARBONE**

Le document "Trajectoire Bas Carbone" présente les objectifs de France Travail en matière de réduction des émissions de carbone, avec un engagement à atteindre une réduction de 35 % d'ici 2030. Il décrit la mise en place d'une gouvernance élargie et d'un plan d'action structuré. Des travaux sont prévus jusqu'en 2030, avec une première phase de mise en place entre 2024 et 2027. Le document souligne également l'importance d'une approche écoresponsable dans le cadre du service public.

Les axes de la Trajectoire Bas Carbone de France Travail se déclinent en plusieurs domaines clés :

1. Mobilité : Optimisation des déplacements domicile/travail et professionnels, réduction de l'intensité carbone des modes de transport.
2. Achats : Augmentation des produits verts et recyclés dans les marchés d'approvisionnement.
3. Bâtiment : Réduction de la consommation d'énergie et optimisation des surfaces occupées.
4. Numérique : Diminution du nombre d'équipements IT, éco-conception des services numériques et optimisation de leur utilisation.
5. Gouvernance : Mise en place d'une gouvernance élargie pour piloter ces actions à tous les niveaux, national et régional.

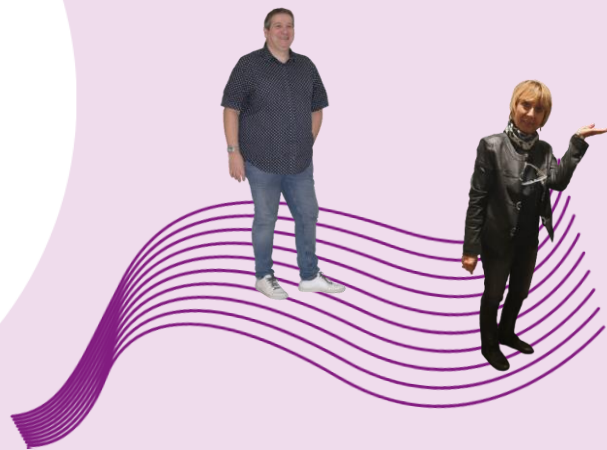
PROCHE,  
ACTIF,  
humain !

SYNDICAT SNAP GRAND EST

[Syndicat.snap-grandest@francetravail.fr](mailto:Syndicat.snap-grandest@francetravail.fr)

Je clique,

**SNAP**



Tous les comités de suivi se déroulent en ce moment. Le travail sur les cibles ne commencera que demain.

Un nouveau référentiel bâtiment va sortir.

Le **SNAP Grand Est** demande un point d'étape avec le « où va-t-on et où veut-on arriver ? »

Le **SNAP Grand Est** demande les cibles régionales puisqu'il y a des marges de manœuvre.

### PERCEPTION DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE

C'est une opportunité pour développer des projets. Tous les ans une partie des soldes de fonds non fléchés par les entreprises sont répartis sur les entreprises habilitées.

Pour le moment on est sur une étape de référencement. Le solde représente des montants importants.

Le **SNAP Grand Est** demande que suite au référencement administratif, une liste des entreprises qui ont topé notre établissement soit donné aux élus.

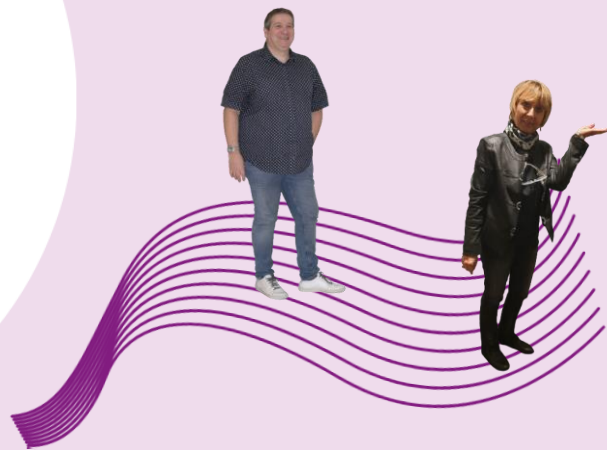
Le **SNAP Grand Est** demande que soit présenté en CSE le fléchage de l'utilisation des fonds par France Travail eu égard aux montants importants qui seront perçus. De même quels seront les critères de choix des entreprises ?

### DETOURNEMENT DE FINALITE

Rappel du Contexte

- Suite à des plaintes de demandeurs d'emploi, France Travail a expérimenté un dispositif pour détecter les détournements de finalité liés à l'utilisation des applications AUDE et MAP.

- L'expérimentation s'est déroulée en deux vagues : la première de juillet à octobre 2023 et la seconde de juillet à octobre 2024.



## Évolutions pour la Vague 2

### 1. Perfectionnement des alertes :

- Amélioration des requêtes pour éviter les homonymies et enrichissement des données.
- Réduction significative du nombre de situations à contrôler, passant de 14 868 à 2 836 au niveau national.

### 2. Cas d'usage :

- Introduction de nouveaux cas d'usage pour les contrôles, notamment les consultations de dossiers d'agents ayant fait l'objet d'une rupture conventionnelle ou licenciement, ainsi que celles effectuées en dehors des horaires conventionnels.

### 3. Outils d'accompagnement :

- Entretien avec les agents concernés pour les sensibiliser aux risques.
- Distribution de guides aux managers sur le cadre et le contrôle des détournements.

## RESULTATS DES CONTROLES

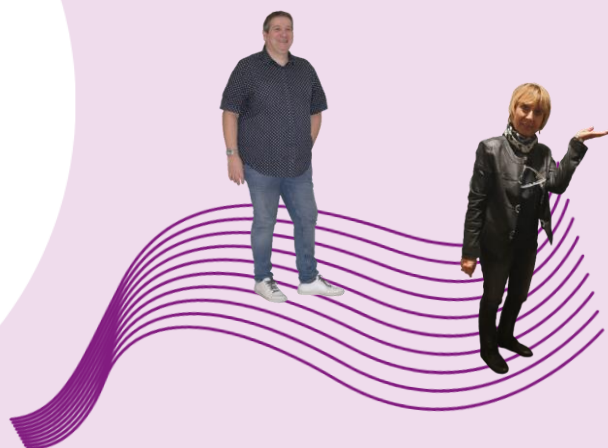
- Sur 327 situations contrôlées :
  - Personnalités politiques : 11 consultations, aucune illégitime.
  - Agents FT ex-demandeurs d'emploi : 268 consultations, dont 22 motifs non légitimes (9,01%).
  - Agents ayant subi une rupture : 12 consultations, toutes légitimes.
  - Consultations hors horaires : 36 cas, dont un détournement avéré.

## OBSERVATIONS GENERALES

- Taux global de détournements avérés : environ 7,62% sur les dossiers contrôlés.
- Sensibilisation nécessaire dans certaines agences concernant l'utilisation illégitime des données personnelles.

PROCHE,  
ACTIF,  
humain !

**SNAP**



**CSE**  
**Grand Est**

Cette synthèse met en lumière les efforts déployés par France Travail pour prévenir et détecter les détournements de finalité tout en respectant le cadre légal du RGPD.

### FONCTIONNEMENT CSE

#### ADHESION INTERCEA

Le **SNAP Grand Est** vote **POUR**, avec comme réserve qu'une adhésion à l'identique soit faites pour les agents de l'Alsace et de la Champagne Ardenne.

#### DON CSE MAYOTTE

Le **SNAP Grand Est** vote pour un don de 5000 euros pour le **CSE MAYOTTE** afin de venir en aide aux collègues Mahorais.

**PROCHAIN CSE début Janvier 2025 sur le TELETRAVAIL.**

PROCHE,  
ACTIF,  
humain !

**SNAP**

SYNDICAT SNAP GRAND EST

[Syndicat.snap-grandest@francetravail.fr](mailto:Syndicat.snap-grandest@francetravail.fr)

Je clique,